Nous vivons à une époque de profondes transformations économiques, culturelles et technologiques. L'automatisation du travail, l'intelligence artificielle, la précarité de l'emploi, l'augmentation du coût de la vie et l'insécurité économique ont conduit beaucoup de personnes à se demander si le modèle économique actuel peut continuer à se maintenir tel que nous le connaissons. Au milieu de ce débat, une proposition a ressurgi, suscitant l'enthousiasme chez certains et l'inquiétude chez d'autres : le Revenu Universel de Base (RUB).

Pour certains, le RUB représente un acte de justice sociale et un outil destiné à protéger la dignité humaine face à un système économique de plus en plus déshumanisé. Pour d'autres, il constitue un risque moral et culturel : le danger d'encourager la dépendance, d'affaiblir le sens du travail et d'éroder la responsabilité personnelle et familiale.

Mais que peut dire un catholique sur cette question ? Comment faut-il analyser ce sujet à la lumière de la Doctrine sociale de l'Église ? Un revenu universel de base est-il compatible avec les principes chrétiens ? Aide-t-il réellement la dignité humaine ou finit-il par affaiblir la participation sociale, l'effort et la valeur du travail ?

La question ne peut être résolue par des slogans politiques ni par des simplifications idéologiques. Elle exige une réflexion sérieuse, théologique, morale et pastorale. L'Église ne propose pas de recettes économiques toutes faites, mais elle offre des principes permanents pour discerner tout système politique ou économique : la dignité de la personne humaine, le bien commun, la solidarité, la destination universelle des biens et, surtout, le principe de subsidiarité.

---

# Qu'est-ce que le Revenu Universel de Base ?

Le Revenu Universel de Base consiste, de manière générale, en une somme d'argent versée périodiquement par l'État à tous les citoyens, indépendamment de leur situation professionnelle, de leur patrimoine ou de leurs revenus.

Ses défenseurs soutiennent qu'il :

- garantit un minimum vital ;
- réduit la pauvreté ;
- protège contre les crises économiques ;

- permet une plus grande liberté personnelle ;
- aide dans des contextes d'automatisation et de chômage technologique ;
- réduit l'exclusion sociale.

Ses détracteurs soutiennent qu'il :

- décourage le travail ;
- augmente la dépendance envers l'État ;
- affaiblit la responsabilité individuelle ;
- peut détruire la culture de l'effort ;
- favorise le paternalisme politique ;
- génère des coûts économiques énormes.

Du point de vue catholique, le problème ne peut pas être simplement réduit à être « pour » ou « contre ». La véritable question est bien plus profonde :

## Quelle vision de l'homme se cache derrière cette proposition ?

Car toute structure économique naît toujours d'une certaine anthropologie. Et la Doctrine sociale de l'Église insiste constamment sur le fait que les erreurs sociales proviennent, au fond, d'erreurs concernant la nature humaine.

---

# La dignité humaine comme point de départ

L'Église enseigne que chaque personne possède une dignité inviolable parce qu'elle a été créée à l'image et à la ressemblance de Dieu.

> *« Dieu créa l'homme à son image ; à l'image de Dieu il le créa. » (Genèse 1,27)*

Cela signifie que la valeur de l'être humain ne dépend pas de sa productivité économique. Une personne ne vaut pas davantage parce qu'elle produit plus d'argent. La personne âgée, handicapée, malade, au chômage ou pauvre possède exactement la même dignité que

n'importe quel entrepreneur ou professionnel à succès.

Nous trouvons ici un premier élément important : la Doctrine sociale de l'Église rejette fermement tout système qui abandonne les personnes à une misère absolue.

L'indifférence face à la souffrance sociale n'a jamais été compatible avec l'Évangile.

Le Christ lui-même s'est identifié aux pauvres :

> *« Car j'avais faim et vous m'avez donné à manger ; j'avais soif et vous m'avez donné à boire. »*
> *(Matthieu 25,35)*

Par conséquent, toute société véritablement chrétienne doit se préoccuper de garantir des conditions minimales d'existence dignes.

La question, cependant, est de savoir comment le faire correctement.

---

# Le travail : bien plus que gagner de l'argent

L'une des erreurs les plus fréquentes dans le débat moderne consiste à penser que le travail sert uniquement à produire des richesses ou à recevoir un salaire. Dans la vision chrétienne, le travail possède une dimension profondément spirituelle.

Jean-Paul II, dans l'encyclique *Laborem Exercens*, a enseigné que le travail participe à l'œuvre créatrice de Dieu.

L'homme n'a pas été créé pour une passivité absolue, mais pour transformer le monde avec intelligence, créativité et responsabilité.

> *« Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus. »*

> *(2 Thessaloniciens 3,10)*

Ce verset est souvent cité de manière dure ou simpliste, mais il contient un enseignement important : le travail fait partie de la vocation humaine ordinaire.

Le problème apparaît lorsqu'une société cesse de valoriser l'effort, la responsabilité et la contribution au bien commun.

C'est ici qu'émerge une inquiétude légitime concernant certaines formulations du Revenu Universel de Base : s'il est présenté comme un droit totalement détaché de toute responsabilité sociale, il pourrait favoriser une culture de la passivité.

L'Église a toujours distingué entre :

- aider celui qui est dans le besoin ;
- et promouvoir une dépendance permanente.

La charité authentique n'humilie pas et n'infantilise pas. Elle cherche à élever la personne afin qu'elle puisse se développer pleinement.

---

# Le principe de subsidiarité : clé pour comprendre le problème

L'un des piliers les plus importants de la Doctrine sociale de l'Église est le principe de subsidiarité.

Que signifie-t-il ?

Que les structures supérieures ne doivent pas absorber ce que les communautés plus petites ou les personnes peuvent accomplir elles-mêmes.

En d'autres termes :

- la famille ne doit pas être remplacée inutilement par l'État ;

- la société civile ne doit pas être annulée ;
- l'initiative personnelle doit être protégée ;
- les associations intermédiaires doivent être renforcées ;
- le pouvoir central ne doit pas devenir une machine contrôlant toute la vie sociale.

Ce principe a été particulièrement développé par Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*.

La subsidiarité cherche à éviter deux extrêmes :

## 1. L'individualisme sauvage

Qui abandonne les pauvres selon la logique du « chacun pour soi ».

## 2. Le paternalisme collectiviste

Qui transforme l'État en substitut de la famille, de la communauté et de la responsabilité personnelle.

Et c'est ici que nous entrons dans le grand débat autour du Revenu Universel de Base.

---

# Le Revenu Universel de Base peut-il affaiblir la subsidiarité ?

Oui, cela peut arriver.

Lorsque toute sécurité économique dépend exclusivement de l'État, il existe un risque que :

- la famille perde de sa force ;
- la responsabilité communautaire diminue ;
- les réseaux locaux de solidarité s'affaiblissent ;
- la dépendance psychologique et économique augmente ;
- le citoyen devienne totalement dépendant du pouvoir politique.

L'histoire montre que les systèmes excessivement centralisés tendent à générer des

bureaucraties impersonnelles et des formes de contrôle social.

L'Église s'est toujours méfiée des modèles où l'État absorbe toutes les fonctions sociales.

Jean-Paul II a mis en garde contre cela dans *Centesimus Annus*, en critiquant « l'État-providence » lorsqu'il finit par annihiler l'initiative humaine.

Non pas parce qu'aider serait mauvais, mais parce qu'une aide mal conçue peut lentement détruire les vertus humaines.

---

# La culture de l'effort et la crise spirituelle de l'Occident

Nous vivons dans une culture profondément marquée par le consumérisme immédiat et la recherche constante du confort.

Le bonheur est souvent présenté comme l'absence totale de sacrifice.

Mais le christianisme enseigne exactement le contraire :

- la maturité exige de la discipline ;
- la sainteté exige de l'effort ;
- l'amour authentique implique le don de soi ;
- la vie humaine comporte une dimension de sacrifice rédempteur.

Le Christ lui-même a dit :

> *« Si quelqu'un veut venir après moi, qu'il renonce à lui-même, qu'il prenne sa croix chaque jour et qu'il me suive. »*
> *(Luc 9,23)*

Une société qui élimine complètement l'idée d'effort finit par affaiblir le caractère moral des personnes.

C’est pourquoi certains critiques catholiques du RUB craignent qu’il puisse consolider une mentalité dans laquelle l’individu s’attend à recevoir sans contribuer.

Et cette inquiétude n’est pas simplement économique. Elle est spirituelle.

Car le problème n’est pas seulement de savoir « qui paie », mais quel type d’être humain est formé.

---

# Mais il existe aussi un danger opposé : idolâtrer le travail

Cependant, il serait grave de tomber dans l’extrême opposé.

L’Église rejette également un capitalisme déshumanisé dans lequel la personne ne vaut qu’en fonction de sa productivité.

Aujourd’hui, certaines personnes travaillent des journées épuisantes et ne parviennent pourtant pas à vivre dignement.

Il existe des personnes âgées abandonnées, des familles incapables de payer un logement, des jeunes sans opportunités et des travailleurs exploités.

L’automatisation et l’intelligence artificielle pourraient transformer radicalement le marché du travail dans les prochaines décennies.

Face à cette réalité, certains catholiques soutiennent que garantir un minimum vital pourrait être compatible avec la dignité humaine et avec la destination universelle des biens.

Car les biens de la création ont été donnés par Dieu à tous.

La propriété privée est légitime, mais elle n’est pas absolue.

---

# La destination universelle des biens

La Doctrine sociale de l'Église enseigne que Dieu a créé la terre pour le bénéfice de toute l'humanité.

Cela ne signifie pas abolir la propriété privée, mais rappeler que toute richesse possède une dimension sociale.

Le Catéchisme affirme :

> *« Le droit à la propriété privée… n'abolit pas la donation originelle de la terre à l'ensemble de l'humanité. »*

Par conséquent, lorsqu'une société produit l'abondance tandis que des millions de personnes vivent dans la misère, un problème moral apparaît.

La question légitime devient alors :

## Comment garantir des conditions de vie dignes sans détruire la liberté et la responsabilité ?

C'est ici que la réflexion catholique exige de la prudence.

---

# La prudence chrétienne face aux idéologies

L'Église n'enseigne pas qu'il existe un système économique unique et obligatoire pour tous les temps.

Il n'existe pas de « modèle économique catholique » fermé.

C'est pourquoi deux catholiques fidèles peuvent légitimement débattre du Revenu Universel de Base tant qu'ils respectent les principes fondamentaux de la Doctrine sociale de l'Église.

Le discernement doit éviter à la fois :

- le socialisme collectiviste ;
- et le libéralisme individualiste radical.

L'Église n'absolutise ni le marché ni l'État.

La personne humaine demeure toujours au centre.

---

# Quand une aide économique universelle pourrait-elle être moralement acceptable ?

D'un point de vue théologique et pastoral, il peut exister des contextes où certaines aides étendues sont légitimes :

- des crises économiques sévères ;
- un chômage technologique massif ;
- l'effondrement de secteurs du travail ;
- une pauvreté structurelle extrême ;
- une impossibilité réelle d'accéder à un travail digne.

Mais même dans ces cas, l'aide devrait :

- promouvoir la réintégration sociale ;
- renforcer la dignité ;
- éviter la dépendance permanente ;
- protéger la famille ;
- favoriser la participation communautaire ;
- encourager la responsabilité personnelle.

L'objectif ne devrait jamais être de créer des citoyens passifs, mais des personnes capables de se développer pleinement.

---

# Le véritable problème moderne : la perte du sens de l'homme

Très souvent, le débat sur le RUB est posé uniquement en termes économiques.

Mais la racine du problème est spirituelle et anthropologique.

L'Occident traverse une profonde crise du sens du travail, de la famille, du sacrifice et de la communauté.

L'isolement, la solitude, la baisse de la natalité et la perte des liens humains montrent que le problème ne sera pas résolu simplement en distribuant de l'argent.

L'homme a besoin de beaucoup plus :

- de sens ;
- d'appartenance ;
- de mission ;
- de communauté ;
- d'espérance ;
- de transcendance.

La pauvreté matérielle est grave, mais la pauvreté spirituelle peut être encore pire.

---

# Une réflexion pastorale pour notre temps

En tant que chrétiens, nous devons éviter la cruauté déguisée en méritocratie, ainsi que le paternalisme déguisé en compassion.

Toute aide ne dignifie pas nécessairement.

Mais toute exigence ne fortifie pas non plus.

La véritable charité chrétienne recherche le bien intégral de la personne.

Parfois, cela impliquera de soutenir économiquement ceux qui ne peuvent pas avancer seuls. D'autres fois, cela impliquera d'accompagner, de former et d'aider les personnes à retrouver responsabilité et espérance.

L'Église nous appelle constamment à construire une société où :

- personne n'est rejeté ;
- personne n'est réduit à un numéro ;
- personne ne vit esclave de la pauvreté ;
- mais aussi où l'homme ne perd pas le sens de sa vocation active et créatrice.

---

# Le Christ et les pauvres : au-delà de la politique

L'Évangile ne peut être réduit à un programme économique.

Le Christ n'est pas venu simplement redistribuer les richesses, mais sauver l'homme tout entier.

Cependant, il n'a pas ignoré la souffrance matérielle.

La préoccupation pour les pauvres fait partie intégrante du christianisme authentique.

La question décisive est que toute politique sociale doit respecter simultanément :

- la dignité humaine ;
- la liberté ;
- la responsabilité ;
- la solidarité ;
- la subsidiarité ;
- et le bien commun.

Lorsque l'un de ces principes est absolutisé au détriment des autres, des déséquilibres apparaissent.

# Justice sociale ou incitation à la paresse ?

La réponse catholique la plus honnête est probablement :

## Cela dépend de la manière dont elle est proposée et de la vision de l'homme qui la soutient.

Une aide économique peut :

- protéger la dignité humaine ;
- éviter des situations de misère ;
- apporter une stabilité familiale ;
- permettre une vie plus humaine.

Mais elle peut aussi :

- affaiblir la culture de l'effort ;
- augmenter la dépendance envers l'État ;
- éroder la responsabilité personnelle ;
- détruire la subsidiarité ;
- favoriser l'isolement social.

C'est pourquoi la Doctrine sociale de l'Église insiste tant sur la prudence, le discernement et l'équilibre.

# Conclusion : la dignité humaine a besoin de pain… mais aussi d'un but

Le Revenu Universel de Base touche à des questions très profondes sur ce que signifie être humain.

Sommes-nous simplement des consommateurs qui ont besoin d'un revenu ?

Ou sommes-nous des personnes appelées à aimer, créer, servir et participer activement à la société ?

Le christianisme enseigne que l'homme a besoin de nourriture matérielle, certes, mais aussi de mission, de responsabilité et de transcendance.

Une société véritablement juste n'abandonne pas les pauvres, mais elle ne transforme pas non plus l'homme en un être passif dépendant de structures impersonnelles.

La subsidiarité nous rappelle que les solutions humaines les plus saines naissent souvent d'en bas :

- la famille ;
- la paroisse ;
- la communauté ;
- le travail digne ;
- la solidarité de proximité ;
- la responsabilité partagée.

L'Église ne propose pas de réponses simplistes. Elle offre quelque chose de plus difficile et de plus profond : une vision intégrale de la personne humaine.

Et peut-être est-ce précisément le grand besoin de notre temps.